

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

VACANCES – CHÔMAGE EN PLUS – EN PLUS



NON à 6 semaines de vacances pour tous. Pages 6 et 7

DOUBLE PAGE SPECIALE ELECTIONS CANTONALES VAUDOISES

**Soutenir le ticket commun UDC-PLR au Conseil d'Etat
pour une dynamique durable dans le canton de Vaud**



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

Pages 4 et 5



Interview du conseiller fédéral UDC Ueli Maurer

Pour la première fois depuis les élections du Conseil fédéral, Ueli Maurer s'exprime dans Franc-parler: «l'indépendance de la Suisse est centrale» Pages 8 et 9





Période trouble

Quelques phénomènes ne disparaissent jamais. Ainsi, ce qui avait déjà cours dans l'Antiquité reste valable aujourd'hui: quiconque apportait de mauvaises nouvelles était décapité. Heureusement: à l'époque comme aujourd'hui, il y avait des gens censés qui rejetaient cette injustice (Sophocle, env. 420 av. JC, savait que si la nouvelle est mauvaise, rien ne sert de tuer le messenger).

Or, il n'y a malheureusement dans notre pays pas que des esprits éclairés. Les porteurs de mauvaises nouvelles sont aujourd'hui encore décapités. Certes pas à l'échafaud mais dans quelques bureaux de rédaction suisses ou dans des cercles de la prétendue élite politique.

Un messenger que l'on décapiterait volontiers est l'UDC. Certains s'y efforcent avec une persévérance remarquable. Quiconque, en Suisse, dit les choses telles qu'elles sont et sans mâcher ses mots ne se fait pas que des amis. Nous sommes attaqués et combattus parce que l'UDC pointe du doigt les évolutions erronées, les dysfonctionnements, parce que nous les mettons en plein jour, parce que nous ne tombons pas dans le piège de la recherche d'harmonie à tout prix et osons présenter des solutions propres et des concepts différents.

Malgré toutes ces résistances – pourquoi le faisons-nous quand même ?

L'UDC veut que la Suisse reste prospère et indépendante à l'avenir. Toutes nos actions tendent vers ce but.

C'est la raison pour laquelle nous devons faire ce qui convient. Même si d'autres essaient en permanence de nous « décapiter ». Nous devons nous tenir droits. Nous devons déranger. Cette attitude a été plus bénéfique à la Suisse que les belles paroles, la dissimulation, les bafouillages et les magouilles.

- Qui a dénoncé en premier les abus dans le domaine de l'asile? Qui a lancé en 1992 donc il y a déjà 20 ans, l'« initiative populaire contre l'immigration illégale », parce qu'elle mettait en lumière, sous le couvert d'un droit créé à des fins humanitaires, le trafic de drogue, l'immigration économique et les hibernants qui proliferaient?
- Qui a mis au point au début des années 90 des concepts financiers transparents afin de mettre en évidence l'importance de finances fédérales saines et l'endettement naissant des ménages et des institutions sociales?
- Qui a averti le peuple suisse, en affrontant la résistance de l'ensemble des élites économiques, politiques et sociales, des risques de perte de souveraineté liés à une adhésion à la Communauté européenne?
- Qui a pointé du doigt les dysfonctionnements de l'AI au début des années 2000 déjà? Qui a osé prononcer le vilain mot des

faux invalides, suscitant l'indignation générale des élites et des médias?

- Qui présente, dans un contexte de perplexité générale concernant l'immigration irrégulière, sa propre initiative populaire contre l'immigration de masse?
- Qui a révélé que le président de la Banque nationale suisse spéculait sur les devises et avait effectué des achats d'actions?

Oui, vous avez bien deviné : il s'agissait à chaque fois de l'UDC ou de figures de l'UDC. C'était souvent Christoph Blocher ou Walter Frey. C'était Ueli Maurer ou Hans Uhlmann. C'étaient des figures de l'UDC. Et ce sont aujourd'hui encore des figures de l'UDC qui annoncent les mauvaises nouvelles et qui ne détournent pas les yeux.

Tout simplement parce qu'il en va de l'intérêt de la Suisse. Parce qu'il en va de l'indépendance et de la crédibilité de notre pays.

Nous placerons toujours la liberté et la responsabilité individuelle au cœur de notre politique, montrerons du doigt les erreurs du Parlement et du Conseil fédéral et signalerons tous les cas où la responsabilité individuelle est de plus en plus restreinte, contre la volonté de l'UDC.

On peut faire couler toute l'encre que l'on veut à notre sujet, nous devons tout simplement emprunter notre propre voie. Nous fonder sur un large éventail de thèmes et nous équiper. Nous concentrer sur les sujets politiques clés. C'est ainsi par exemple que nous nous formons une vision globale et un concept propre de politique sociale, nous nous engageons à nouveau davantage dans la politique de la formation, nous élaborons des solutions propres pour les problèmes de l'asile et nous occupons d'assurer des places de travail et d'apprentissage en Suisse, nous orientant ce faisant sur le programme de revitalisation mis au point par l'UDC pour une économie suisse florissante.

À l'UDC, nous nous en tenons aux bonnes vieilles valeurs suisses. Elles sont intemporelles et nous nous devons de les préserver. En effet, qu'est-ce qui caractérisait les anciens Confédérés ?

Ils sont restés soudés. Ils se sont prêtés main-forte. Contre la perfidie de l'époque. Contre les juges étrangers. Pour la liberté et la responsabilité individuelle. Pour la Suisse !

En que doit faire l'UDC en 2012 ? Rester soudée. Rester forte. Contre la perfidie de l'époque. Contre les juges étrangers. Pour la liberté et la responsabilité individuelle. Pour la Suisse !

Toni Brunner, président de l'UDC Suisse

Adrian Amstutz, nouveau président du groupe

Le 21 janvier dernier, le conseiller national bernois Adrian Amstutz a été élu à la présidence du groupe parlementaire. L'Oberlandais de 58 ans remplace ainsi l'avocat bâlois Caspar Baader à la tête du groupe. Nous souhaitons plein succès à Adrian Amstutz, patience et persévérance pour cette tâche importante au profit de notre pays.

Adrian Amstutz

Naissance: 2 décembre 1953 à Schwanden ob Sigriswil

Il est marié et est père de trois enfants adultes

Profession

Entrepreneur et propriétaire de Amstutz Abplanalp Birri AG

Président central de l'ASTAG

Formation: maçon, dessinateur en bâtiment, chef de chantier bâtiment

Politique

Conseiller national depuis 2011

Conseiller aux Etats 2011

Conseiller national 2003-2011

Député au Grand Conseil bernois 1998-2003

Maire de Sigriswil 1993-1998

Président de l'association des communes bernoises BEGEM 2001-2005

Vice-président de l'UDC Suisse depuis 2008

Sport

Membre du comité exécutif de Swiss Olympic depuis 2004

Entraîneur national de parachutisme AeCS 1986-1992

Champion du monde 1978 / 6 x champion suisse de parachutisme

Armée

Grenadier parachutiste 1974-1992



Trois aspects de la vie d'Adrian Amstutz en images. Le père de famille accompagné de sa femme et d'un de ses petits-enfants. Le politicien qui s'engage pour plus de sécurité et pour une meilleure mobilité. Enfin l'entrepreneur dynamique sur un chantier. Sportif accompli, Adrian Amstutz a été champion du monde de parachutisme et siège au comité exécutif de Swiss Olympic.



Lors de l'assemblée des délégués du 28 janvier dernier, Adrian Amstutz a tenu son premier discours en tant que chef de groupe. Il a notamment évoqué la façon dont il voyait sa tâche et les défis à relever:

«Nous devons entamer une difficile randonnée en montagne qui exigera force, courage et endurance pour finalement nous satisfaire, comme seul salaire, de meilleures perspectives pour notre pays.»

«Pour une dynamique dur Conseil d'Etat le 11 mars

**Denis Rubattel, Assens,
district du Gros-de-Vaud**

*«Ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi,
demande ce que tu peux faire pour ton pays»
(John Fitzgerald Kennedy)*

**Philipp Stauber, Lausanne,
district de Lausanne**

*«Sûr de notre ligne politique, je suis volontaire et tenace
quand il le faut, tout dans la nuance, avec humour et
charme, quand c'est possible. Votre candidat et servi-
teur, Philipp Stauber.»*

**Catherine Buchet, Montreux,
district de Riviera-Pays d'Enhaut**

«Agir, c'est croire» (Romain Rolland)

Nicolas Daïna, Bussy-Chardonney, district de Morges

*«Le goût de la vérité n'empêche pas de prendre parti.»
(A. Camus)*

Dylan Karlen, Villeneuve, district d'Aigle

*«Depuis la genèse de mon engagement, je me suis évertué à faire de
l'honnêteté, de l'intégrité et du courage des valeurs politiques. N'ayant
pas peur des mots, j'ai toujours cultivé le franc-parler et une vision
proche du bon sens terrien, issu de la campagne où j'ai grandi.»*

able». **Votez UDC-PLR au 2012**

Claude-Alain Voiblet: «Sans faire de concession, l'UDC a pris part au redressement des finances vaudoises»

Monsieur Voiblet, vous figurez sur une liste commune avec trois candidats PLR pour le Conseil d'Etat et – comme pour les élections fédérales – vous avez trouvé des apparentements UDC-PLR dans neuf districts sur dix. Cette alliance est unique en Suisse, comment l'expliquez-vous ? Depuis longtemps, l'UDC Vaud participe au Gouvernement et se partage l'électorat de droite avec le PLR. Alors que le canton de Vaud affichait une dette supérieure à 8 milliards de francs au début des années 2000, Libéraux, Radicaux et UDC ont mené une politique qui a permis de ramener cette dernière à moins de 1,5 milliard. Sans faire de concession sur le cœur de sa politique, l'UDC a pris une part active au redressement des finances cantonales vaudoises. Cet engagement politique commun de la droite vaudoise a probablement resserré les liens entre partis.

« Pour une dynamique durable », tel est le slogan de la campagne UDC-PLR. Quels sont les faits d'arme de cette majorité de centre-droite ?

Les élus PLR au sein du Conseil d'Etat, avec notre collègue de parti feu Jean-Claude Mermoud, ont porté le canton de Vaud vers une nouvelle dynamique. Cette politique à succès est reconnue ailleurs en Suisse ! Hormis l'assainissement des finances cantonales, la réforme policière, la création d'em-

ploi par le dynamisme de nos PME et la réforme du parlement sont des dossiers importants soutenus par nos partis.

Le canton de Vaud est connu pour des positions à gauche lors de votations fédérales. Comment convaincre les Vaudoises et Vaudois des bienfaits d'une politique responsable de centre-droite ?

De nombreux acteurs de la gauche suisse sont actifs dans le canton de Vaud. Par ailleurs depuis plus de dix ans, les majorités au sein des exécutifs des principales villes vaudoises affichent les couleurs de la gauche. L'engagement des élus communaux de gauche auprès des électeurs, soutenu par de nombreux médias, est sans aucun doute à l'origine des positions de vote des Vaudois plus marquées vers la gauche.

L'UDC Vaud a une longue tradition gouvernementale et sait prendre ses responsabilités. Ce savoir-faire profite-t-il aux Vaudoises et Vaudois ?

Notre parti a une culture politique de participation active à la gouvernance du canton de Vaud. Aujourd'hui, notre parti répond aux attentes d'un quart des Vaudoises et des Vaudois. Notre engagement au sein du Conseil d'Etat permet une participation élargie de à l'ensemble des citoyens.



6 Non à 6 semaines de vacances

Non à l'initiative populaire pour tous»

L'initiative sur les vacances est fermement rejetée par un large front : le Conseil fédéral a recommandé son rejet sans contre-projet. Au Parlement non plus, elle n'a eu aucune chance et a été clairement rejetée (par 122 voix contre 61 au National, par 32 voix contre 10 au Conseil des États). La gauche s'est ainsi retrouvée face à une alliance importante et soudée composée de l'UDC, du PLR, du PDC, du PVL et du PBD.



par Natalie Rickli, conseillère nationale, Winterthour (ZH)

«**S**ix semaines de vacances pour tous» est évidemment tentant à première vue. Néanmoins, lorsqu'on réalise quelles seraient les conséquences de cette revendication des syndicats, on arrive rapidement à la conclusion que l'initiative doit être rejetée.

Tous les jours ou presque, les médias nous informent sur les nouvelles mesures immédiates de soutien à l'euro et de lutte contre l'incapacité de paiement de certains Etats de l'UE. Dans toute la Suisse, la situation économique est préoccupante, voire dramatique par endroits. Les finances publiques de nombreux États sont devenues totalement hors de contrôle, la situation politique est instable et le chômage est exorbitant. Des conditions-cadres peu attrayantes pour les entreprises signifient moins d'attrait pour les investissements.

Par rapport à presque tous les États de la zone euro, les répercussions de la crise économique en Suisse sont relativement faibles. Cela est certainement dû, d'une part, à notre structure macroéconomique, caractérisée par les petites et moyennes entreprises. Celles-ci apportent une grande stabi-

lité et sécurisent les places de travail ainsi que nos institutions sociales. D'autre part toutefois, la force de la Suisse réside aussi dans ses conditions-cadres : une charge fiscale modérée, une haute sécurité juridique, une administration relativement peu bureaucratique ainsi qu'une bonne entente entre les partenaires sociaux sont autant de points forts de notre pays.

C'est notamment grâce à ces facteurs que nous sommes une place économique et industrielle concurrentielle. Pour cette raison, nous devons prendre soin de ces conditions-cadres. Considérant la pauvreté en matières premières et les frais élevés liés au site, il apparaît clairement que la prospérité de la Suisse ne va pas de soi.

Prendre soin de la place économique suisse

Dans la situation de crise que nous connaissons actuellement, on aperçoit clairement quels facteurs sont les plus importants pour les travailleurs: la sécurité des places de travail et un filet social stable. Que quelqu'un ait 4, 5 ou 6 semaines de vacances est certainement moins important que la question de savoir si l'on a ou non un travail. Et là, force est de constater que seules des entreprises florissantes sont en mesure de financer nos institutions sociales et de créer des places de travail.

Les entreprises ne peuvent réaliser des bénéfices que lorsque les

conditions-cadres sont favorables et lorsqu'elles peuvent compter sur des collaborateurs motivés et compétents. La bonne entente entre les partenaires sociaux est ici fondamentale. Le partenariat social est un acquis aussi important que typiquement suisse. La responsabilité individuelle prime sur la régulation étatique. La recherche commune d'une solution judicieuse est plus importante que des prescriptions étatiques uniformes.

C'est sur ces bases également que se fonde la législation actuelle relative au droit aux vacances. Depuis plus de 25 ans, les travailleurs suisses ont droit à 4 semaines de congés payés. Bien entendu, chaque entreprise est libre d'offrir une réglementation sur les vacances plus favorable. Il s'agit néanmoins d'un point à convenir entre l'employeur et le travailleur et non à prescrire de manière contraignante par la loi.

De nombreux employés ont, avec ou sans convention collective et grâce à des règlements d'entreprise interne, aujourd'hui déjà plus de vacances : les moins de 50 ans ont en moyenne 4,8 semaines de vacances et les plus de 50 ans, 5,4 semaines.

Maintenir des conditions-cadres attrayantes

Aujourd'hui déjà, les entreprises pâtiennent de la bureaucratie croissante, des impôts et taxes toujours plus lourds mais aussi des charges sociales en augmentation. Les petites et moyennes entreprises (PME) sont les

«6 semaines de vacances



**VACANCES - CHÔMAGE
EN PLUS - EN PLUS**

Initiative sur les vacances
NON

L'INITIATIVE SUR LES VACANCES...

MENACE LES PME	MET EN DANGER LES EMPLOIS	FAIT PRESSION SUR LES SALAIRES
Deux semaines de vacances supplémentaires, c'est un demi-mois de salaire par employé à trouver.	Renchérir le coût du travail affaiblit nos PME face à la crise et à la concurrence étrangère.	Travailler deux semaines en moins pour le même salaire, c'est une illusion.
Cela coûtera plus de 6 milliards de francs par année aux entreprises.	Les petites entreprises ne peuvent pas assumer davantage de charges. Elles pourraient licencier, certaines même fermer.	Les salaires seront gelés, voire diminués, pour compenser les vacances supplémentaires.
Les PME ne peuvent pas se le permettre. Elles souffrent déjà du franc fort et de la crise économique.	Les plus grandes entreprises songeront à délocaliser à l'étranger une partie de leurs activités.	Pour assurer les suppléances, les PME devront renoncer à offrir des solutions de travail flexibles.

plus fortement touchées. Or la Suisse est un pays de PME : 99,7 % de nos entreprises occupent moins de 250 collaborateurs. Elles créent deux tiers des places de travail, forment 70 pour cent des apprentis et ce sont elles qui rendent la place économique suisse aussi innovatrice et concurrentielle.

L'initiative sur les vacances coûte annuellement 6 milliards de

francs aux entreprises. Les absences de longue durée sont avant tout un problème pour les petites entreprises. La plupart des entrepreneurs ne peuvent tout simplement pas payer le même salaire pour un temps de travail moindre. Reste deux possibilités : corriger les salaires vers le bas ou renoncer pendant une longue période à toute augmentation de salaire.

Parce que de nombreuses entreprises ne peuvent pas non plus se permettre d'engager davantage de remplaçants payés, il en résulterait un stress supplémentaire, avant et après les vacances. Tout cela n'est certainement pas favorable aux collaborateurs ni ne saurait correspondre à la réelle volonté des syndicats.

L'initiative sur les vacances affaiblit la place économique suisse

La capacité concurrentielle de la Suisse sur le plan international serait remise en question si l'initiative sur les vacances était acceptée : si la Suisse était le seul pays européen à introduire un droit légal à 6 semaines de vacances, cela constituerait un désavantage concurrentiel substantiel pour les entreprises. Aujourd'hui déjà, le coût du travail est nettement plus élevé qu'à l'étranger. Un renforcement de cette tendance n'est indubitablement pas la voie à suivre.

Non seulement l'initiative sur les vacances constitue une menace pour la capacité concurrentielle de notre pays, elle met également des places de travail en péril et nuit à notre prospérité.

Nous ne devrions pas nous inspirer du «modèle grec» mais au contraire renforcer la place industrielle suisse. Dès lors, tous ceux qui veulent renforcer la place économique suisse doivent rejeter l'initiative populaire «six semaines de vacances pour tous».

Votations fédérales du 11 mars 2012:

UDC: NON à 6 semaines de vacances pour tous

Plus d'informations: www.initiative-vacances-non.ch



«L'indépendance de la Suisse est primordiale»

Le ministre de la défense est le seul conseiller fédéral UDC en poste mais il pense à juste titre que cela vaut mieux que de ne pas être représenté du tout au gouvernement national. Il peut ainsi se battre d'autant plus pour défendre les thèmes chers à l'UDC. Le Zurichois s'exprime dans un entretien sur sa relation avec ses collègues du Conseil fédéral, sur l'avenir de l'armée de milice et sur ses objectifs pour les quatre prochaines années au gouvernement.



Visite du Chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports auprès d'une troupe d'infanterie.

Ueli Maurer, comment expliquez-vous à un enfant votre fonction de conseiller fédéral ?

Un conseiller fédéral joue pour le pays le même rôle qu'un père de famille. La mère serait le Parlement. On décide autour de la table de ce qu'il y a lieu de faire et ensuite le père le met en pratique.

L'UDC n'a pas eu de deuxième siège aux élections de la mi-décembre. Votre colère suscitée par la rupture de la concordance s'est-elle entre-temps atténuée ?

Ce n'était en réalité pas une colère personnelle. Cependant, la nonchalance avec laquelle on a ignoré le droit de l'UDC à un deuxième siège, je l'ai ressentie comme une discrimination à l'égard de 30 % de la population. Nos

« j'ai le sentiment que certains de mes collègues réfléchissent aussi à nos arguments et se penchent sur l'un ou l'autre d'entre eux. »

électrices et électeurs ne peuvent pas se défendre et le Parlement les «balaie» ainsi d'un revers de main. J'ai du mal à le supporter.

Mais tant le parti que moi-même pouvons nous accommoder des défaites. La politique est une affaire à long terme. Que le succès vienne le mois prochain, dans un an ou dans trois ans seulement n'est pas si important. Mais nous retrouverons le succès !

Que pouvez-vous vraiment faire dans un gouvernement de centre-gauche ?

Je ne peux bien entendu pas renverser les majorités mais je peux malgré tout apporter sur les thèmes importants pour notre parti des arguments qui sont ensuite discutés. Cela permet parfois de modifier le cap, ne serait-ce que légèrement.

Ce rôle ne doit pas être surestimé mais on aurait aussi tort de le sous-estimer: pouvoir intervenir régulièrement est sans conteste préférable à n'avoir rien à dire.

Vous comptez donc rester au Conseil fédéral, comme cela a été décidé par l'assemblée des délégués ?

Oui, bien que sans grand enthousiasme. C'est une décision pragmatique, selon le principe «la patience vient à bout de tout». Le chemin du succès a toujours été pavé d'échecs.

Vous êtes connu pour votre franc-parler en public et pour votre engagement à 100 % dans l'intérêt de la Suisse. Vous comportez-vous de la même manière lors des séances du Conseil fédéral ?

Bien entendu! Mais compte tenu du grand nombre de dossiers que nous



Ueli Maurer n'hésite pas à briser les tabous au Conseil fédéral, notamment en posant sur la table la problématique de la criminalité, de l'immigration et de l'asile.

traitions en séance, je ne peux le faire à chaque fois, sous peine d'abuser du système.

Je me focalise sur les quelques thèmes centraux pour l'UDC. Là je me bats toujours de toutes mes forces.

De quel genre de thèmes s'agit-il ?

Pour moi, l'indépendance de la Suisse et la neutralité sont clairement centrales. À cela s'ajoutent les tabous que l'on balaie volontiers sous le tapis: la criminalité, l'immigration, la problématique de l'asile. Ce sont tous des problèmes pour lesquels la tendance montre, au Conseil fédéral également, que l'on laisse simplement les choses suivre leur cours plutôt que de les prendre en main.

Êtes-vous le seul au Conseil fédéral à insister pour s'atteler aussi aux sujets difficiles ?

Pour certains dossiers, j'ai le sentiment que certains de mes collègues réfléchissent aussi à nos arguments et se penchent sur l'un ou l'autre d'entre eux. Sur le plan personnel, nous autres conseillers fédéraux nous entendons d'ailleurs fort bien. C'est une condition indispensable pour une bonne collaboration: lorsqu'on a des opinions politiques différentes, il ne devrait pas y avoir en plus des barrières au niveau personnel.

L'armée est violemment attaquée par des groupements de gauche tels le GSsA. Après l'initiative pour le désarmement de l'an dernier arrive à présent une initiative contre le service militaire obligatoire et les avions de combat Gripen se trouvent aussi sous le feu des critiques.

En tant que ministre de la défense, ne craignez-vous pas que l'armée de milice soit en train de vivre ses derniers jours ?

Je crois au contraire que l'armée sortira bientôt renforcée de tout ce débat.

Comment cela ?

L'armée a souffert du fait qu'on n'en parle plus. Dès qu'elle est attaquée et remise en question, toutes les personnes convaincues par l'armée s'expriment et se défendent. La population est de plus en plus consciente de la valeur de la sécurité, j'en suis convaincu, car sécurité est synonyme de prospérité.

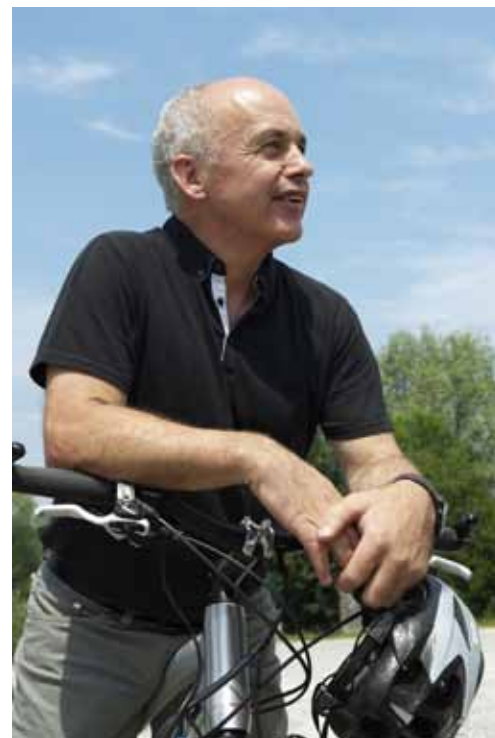
Que pouvez-vous faire, en tant que conseiller fédéral, pour le bien de la Suisse ? Quels sont vos objectifs pour les quatre prochaines années au Conseil fédéral ?

L'indépendance économique et financière est primordiale. L'UE est dans une situation dans laquelle on ne sait pas de quoi l'avenir sera fait. C'est pourquoi je recommanderai de ne pas se rapprocher de cette structure pour le moment. Nous ne devons cependant pas non plus continuer à attendre passivement comme le lapin devant le serpent, au contraire : nous devons prendre conscience de nos points forts en tant que petite Suisse et agir avec assurance.

Vous serez vraisemblablement élu président l'année prochaine. Vous jouerez ensuite aussi un rôle important sur l'échiquier international. Quelle Suisse voulez-vous représenter à l'étranger ?

Je considère que la place d'un conseiller fédéral est avant tout en Suisse et pas à l'étranger mais je m'y rendrai indubitablement une fois ou l'autre.

Nous devons maintenir la Suisse comme un État indépendant, qui a confiance en lui, est ouvert au monde et amical, mais nous devons aussi faire preuve d'une certaine humilité. Nous sommes un petit pays et notre place n'est pas sous chaque projecteur ni sur chaque scène politique. L'attitude consistant à vouloir être partout prenante ne me plaît guère. Simplicité et confiance en soi sont ce qui sied le mieux à la Suisse. Nous ne devons pas être aimés mais respectés.



En tant que ministre du sport, il n'est pas rare de retrouver Ueli Maurer sur son vélo. En hiver, il est possible de le croiser sur les pistes de ski.

10 Votations fédérales

OUI à la réglementation des jeux d'argent

L'UDC approuve la solution trouvée qui a permis aux partisans de l'initiative intitulée «Pour des jeux d'argent au service du bien commun» de retirer leur texte. Elle restera cependant attentive à ce que les principes de ce nouvel article constitutionnel soient correctement et rapidement mis en œuvre dans la loi d'application.



par Guy Parmelin, conseiller national, Bursins (VD)

Ce texte a recueilli une quasi-unanimité dans les deux chambres du Parlement parce qu'il permet d'inscrire dans la Constitution fédérale plusieurs principes fondamentaux en relation avec les bénéfices issus des jeux d'argent. En outre, il met fin à une guerre d'abord larvée puis franchement ouverte entre casinos et loteries d'une part, entre cantons et Confédération d'autre part, même si le Tribunal fédéral a récemment tranché en faveur des loteries. Il était évident et urgent qu'il fallait clarifier les droits, devoirs et compétences de chacun.

Pourquoi un nouvel article constitutionnel ?

Il faut immédiatement préciser que le principe des jeux d'argent en tant que tel n'est pas l'objet de cette votation et n'est donc pas remis en question. Mais il s'agit de bien délimiter les champs de compétences des uns et des autres et d'an-

Constitution le principe que les bénéfices de ces activités doivent exclusivement être attribués à des causes d'utilité publique.

Ainsi, en cas d'acceptation, la délimitation des compétences entre la Confédération et les cantons sera plus claire, avec une distinction entre jeux de casino et jeux de loterie et de paris. Les cantons auront

la garantie que les bénéfices des loteries et paris leur seront toujours versés à des fins d'utilité publique pour des domaines tels que l'action sociale, la culture ou le sport. Ce sont tout de même chaque année quelque 540 millions de francs qui bénéficient au sport national ainsi qu'à plus de 16000 projets d'utilité publique; cela profite donc à l'ensemble de la population suisse. Priver de cette manne de nombreuses sociétés sans but lucratif telles des chorales, des clubs de sports ou des fanfares pourrait les plonger rapidement dans des difficultés inextricables. On ne voit en effet pas les cantons pouvoir compenser l'absence

de tels montants sans devoir augmenter les impôts ce qui n'est jamais facile à faire admettre à la population. De même, l'impôt versé par les casinos sera toujours affecté à l'AVS.

Enfin, le nouvel article oblige la Confédération et les cantons à se coordonner afin de mieux lutter contre les dangers que sont la dépendance, le blanchiment et

la criminalité en relation avec les jeux d'argent.

Une solution «gagnant-gagnant»

En résumé, ce projet d'article ancre dans la Constitution la notion de jeux d'argent au service de l'utilité publique; ce sont les cantons qui doivent gérer la répartition de ces bénéfices et la Confédération garde la haute main sur les casinos dont les excédents profitent à l'AVS. Le dicton qui prétend que «à chacun ses affaires et les vaches seront bien gardées» trouve là sa juste application! C'est donc un OUI convaincu que l'UDC vous propose de glisser dans l'urne le 11 mars.

“ Ce sont chaque année quelque 540 millions de francs qui bénéficient au sport national ainsi qu'à plus de 16000 projets d'utilité publique. ”

Votations fédérales du 11 mars 2012:

UDC: OUI à l'arrêté fédéral concernant la réglementation des jeux d'argent en faveur de l'utilité publique

Plus d'informations: www.oui-biencommun.ch



Non au prix unique du livre 11



«La commission de la concurrence et le Tribunal fédéral ont interdit le cartel des livres en le qualifiant d'illégal et d'anticoncurrentiel.»

Sebastian Frehner, conseiller national UDC, Bâle (BS)

«Si l'on veut combattre sérieusement «l'îlot de cherté» suisse, alors il est logique de dire un NON déterminé au prix unique du livre.»

**Franziska Troesch-Schnyder,
Présidente du forum des consommateurs
„Konsumentenforum kf“**



«Le dictat des prix étatiques entraînera inévitablement une augmentation du prix du livre. Seuls les grands distributeurs étrangers en profiteront. Les lecteurs, éditeurs et vendeurs suisses seront tous perdants.»

Lukas Reimann, conseiller national UDC, Wil (SG)

Votations fédérales du 11 mars 2012:

UDC: NON au prix unique du livre

Plus d'informations: www.prixunique-non.ch



La nouvelle Toyota Yaris. Dès Fr. 16'100.– ou dès Fr. 156.– par mois*



TOYOTA

RIEN N'EST
IMPOSSIBLE



La Yaris de 3^e génération possède tout ce que le cœur désire:

- Design dynamique, configuration intelligente
- Habitacle haut de gamme
- Agilité routière, moteurs particulièrement efficaces
- Navigation de pointe, par exemple Google™ local search

Profitez des offres exceptionnelles proposées par votre partenaire Toyota!

3'000.–
CASH BONUS
ET 3,9% TOP-LEASING



toyota.ch

* Prix de vente net conseillé, déduction faite du Cash Bonus (prime «Rien n'est impossible») TVA incluse. **Yaris Terra** 1,0 VVT-i, 51 kW (69 ch), 3 portes, prix catalogue déduction faite du Cash Bonus Fr. 16'100.–, leasing mensuel Fr. 156.25. **Conditions de leasing:** taux d'intérêt annuel effectif 3,97%, montant mensuel du leasing TVA incluse, assurance casco complète obligatoire, paiement exceptionnel 20%, 5% de dépôt de garantie du montant à financer (mais au moins Fr. 1'000.–), durée 48 mois et 10'000 km/an. Autres variantes de calcul sur demande. Nous n'acceptons pas les contrats de leasing s'ils entraînent le surendettement du consommateur. MultiLease, Tél. 044 495 24 95, www.multilease.ch. Ces offres sont valables pour les signatures de contrat avec mise en circulation jusqu'au 21.04.2012 ou révocation; uniquement chez les partenaires Toyota qui participent à la promotion. **Yaris Luna** 1,4 D-4D DPF, 66 kW (90 ch), 5 portes, consommation en circuit mixte 3,9 l/100 km, Ø émissions de CO₂ 104 g/km, catégorie de rendement énergétique A. Ø des émissions de CO₂ de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 159 g/km. **Véhicule illustré:** Yaris Style 1,33 Dual VVT-i, 73 kW (99 ch), prix catalogue déduction faite du Cash Bonus Fr. 22'400.–, leasing mensuel Fr. 217.35. Le visuel présente des options avec supplément.

Plus de propriété du logement – décharger la classe moyenne

L'initiative pour l'épargne-logement offre un soutien à la classe moyenne, elle facilite l'acquisition de logements en propriété et permet aux épargnants d'éviter de porter atteinte à la prévoyance vieillesse et de la détourner de son but. La gauche et le Conseil fédéral s'opposent au texte alors que l'UDC et d'autres partis bourgeois la soutiennent.



par Jean-François Rime, conseiller national, Bulle (FR)

L'initiative sur l'épargne-logement, qui passera en votation le 11 mars 2012, est une initiative populaire de la Société suisse pour la promotion de l'épargne-logement (SGFB), qui a été déposée en 2008 avec 142'222 signatures valables.

Concrètement, l'initiative exige que les cantons aient la possibilité de prévoir des allègements fiscaux sur les économies accumulées par leurs concitoyennes et concitoyens dans le but d'acquérir un logement. L'épargne-logement serait ainsi dans une certaine mesure récompensée car les montants annuels épargnés pourraient être déduits du revenu imposable et aucun impôt sur la fortune ne serait perçu sur le capital en question. Il existe une certaine similitude avec le 3e pilier de la prévoyance-vieillesse, où des allègements fiscaux sont également accordés pour l'épargne. La différence est qu'il s'agit là d'assurer le niveau de vie à la retraite alors qu'ici, le but est de promouvoir la propriété immobilière.

Les partis de gauche, les syndicats et malheureusement aussi le Conseil fédéral s'opposent à ces mesures de promotion de la propriété du logement, au motif qu'un tel instrument ne serait ni efficace ni utile et qu'il profiterait uniquement aux hauts revenus. En outre, la possibilité de versement préalable du capital-vieillesse du 2^e pilier (caisse de pension) faciliterait déjà l'acquisition d'un logement. On peut cependant supposer que leur véritable motivation est qu'ils ne souhaitent pas renoncer à des revenus fiscaux.

Pourtant, l'initiative fixe clairement les conditions-cadres de l'épargne-logement: au maximum 15'000 par an, durant 10 ans au plus. Exclusivement aux fins de l'acquisition du premier logement à usage personnel. Donc pas pour des logements secondaires, de vacances ou des immeubles de rendement (que l'on loue à d'autres). Cela permettrait de soutenir les locataires, c.-à-d. en premier lieu la classe moyenne et les familles, vu que pour les personnes à très haut revenu, cette possibilité de déduction n'est pas déterminante dans la décision d'acheter une maison ou pas. En outre, s'agissant de l'argument relatif au ver-

Le 28 septembre 2011, le Conseil national a approuvé par 93 voix contre 70 l'initiative pour l'épargne-logement. Le PBD, le PDC, le PLR et l'UDC soutiennent ce projet.

Le Comité central de l'UDC Suisse soutient à l'unanimité cette initiative. Il recommande ainsi clairement de la soutenir lors des votations fédérales du 11 mars 2012.

sement anticipé de la caisse de pensions, le Conseil fédéral se contredit. Dans son dernier rapport sur l'avenir du 2^e pilier, il avertit du risque que les personnes bénéficiant d'un retrait anticipé se retrouvent en difficulté financière une fois à la retraite, parce qu'elles ont réduit leur avoir de vieillesse pour acquérir leur logement. Il envisage en conséquence de limiter la possibilité d'obtenir un versement anticipé, ce qui plaide plutôt en faveur de l'épargne-logement !

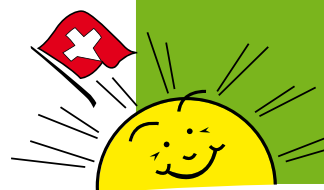
Cette initiative laisse en outre aux cantons la faculté de décider eux-mêmes d'introduire ou non un modèle d'épargne-logement. Les pertes de revenus fiscaux parfaitement supportables seraient compensées par des augmentations importantes des investissements immobiliers. Le capital épargné doit en effet impérativement être injecté dans l'immobilier. Ainsi, l'introduction de l'épargne-logement peut être considérée comme un signal clair et positif de promotion économique.

C'est pourquoi je recommande de déposer dans l'urne, le 11 mars 2012, un OUI à l'épargne-logement !

Votations fédérales du 11 mars 2012:

UDC: OUI à l'épargne-logement

Plus d'informations: www.bausparen.ch



14 Shop UDC



Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: Prénom:
 Adresse: NPA: Lieu:
 Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch



**ICI VOTRE ANNONCE
DANS LES JOURNAUX DE
L'UDC FRANC-PARLER ET
SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue
par 10'000 lecteurs romands
pour Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000
lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58
58** ou par e-mail à franc-parler@udc.ch. Dé-
couvrez notre journal en ligne sur www.udc.ch

*Etre un
peuple
libre.*



**Lorsqu'il s'agit d'indépendance, neutralité et
démocratie directe de la Suisse, l'ASIN est à
l'avantgarde.**

- Ainsi nous avons lancé l'initiative pour la neutralité:
www.neutralite.ch
- En 2012 nous conduisons la campagne de votation
pour davantage de démocratie directe dans la
politique extérieure («Accords internationaux:
la parole au peuple»).

A l'ASIN il n'y a place que pour des convaincus.
Soyez les bienvenus.

**AUNS
ASIN
ASNI**

**Davantage d'info: www.asin.ch
Tel. 031 356 27 27**

Action pour une Suisse indépendante et neutre

Impressum

Tirage:	5'000 exemplaires	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Périodicité:	mensuelle	Collaborateurs:	Kevin Grangier
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non- membres.	Crédit photo:	UDC Suisse, UDC Vaud
		Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch

NON à l'initiative de Franz Weber

Le 11 mars 2012, le peuple suisse votera sur l'initiative populaire « Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires ! ». L'initiative vise à limiter la part de résidences secondaires par commune à 20 %. Tant le Conseil fédéral que le Parlement ont déjà reconnu la nécessité d'agir à cet égard et renforcé la loi sur l'aménagement du territoire. De nouvelles règles plus strictes sont déjà en vigueur aujourd'hui et, contrairement à l'initiative populaire idéologique, elles résolvent le problème de manière durable et sans forceps.



par Erich von Siebenthal, conseiller national, Gstaad (BE)

Le but de l'initiative populaire est d'éviter le mitage du paysage. En limitant la construction de résidences secondaires, d'obliger les communes à informer annuellement du respect de cette limitation et d'établir une liste des appartements habités en permanence. L'intention des initiateurs va ici dans la même direction que la loi sur l'aménagement du territoire déjà en vigueur. Selon eux, notre beau paysage doit être protégé contre une construction plus extensive avec de nombreux appartements vides. Il faudrait simultanément veiller à ce que les personnes de la région trouvent à nouveau des habitations abordables.

Néanmoins, je recommande clairement le rejet de l'initiative populaire. En effet, avec sa limite supérieure rigide de 20 %, elle crée plus de problèmes qu'elle n'en résout. Un pourcentage fixe entraînerait dans de nombreuses communes un arrêt des

constructions, ce qui mettrait sous pression les communes situées sous cette limite. Le mitage du paysage prendrait ainsi encore plus d'ampleur alors que l'on priverait les communes de possibilités de développement.

Pour mettre un terme au mitage du paysage, on a besoin d'instruments ciblés, adaptés au cas concret et non d'une règle restreignant les communes dans leur liberté de développement et d'action sans égard aux particularités régionales.

Le Conseil fédéral et le Parlement ont réalisé à temps qu'il était nécessaire d'agir et ont renforcé la loi sur l'aménagement du territoire, en tant que contre-projet à l'initiative. Les prescriptions renforcées sont aujourd'hui déjà en vigueur et s'appliquent depuis le 1er juillet 2011. La loi révisée oblige les cantons et les communes à promouvoir l'hôtellerie, à veiller à la disponibilité de résidences principales à prix abordable et à limiter le nombre de nouvelles résidences secondaires. Tels sont les moyens adéquats pour lutter efficacement contre les excès dans la construction de logements

Le Conseil fédéral, le Parlement et l'UDC recommandent le rejet de l'initiative :

Le Conseil national par 123 voix contre 61 et 3 abstentions.

Le Conseil des États par 29 voix contre 10 et 3 abstentions.

Le Comité central de l'UDC à l'unanimité.

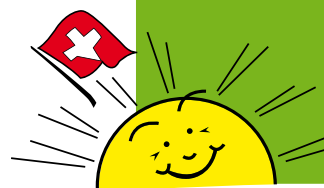
secondaires.

Contrairement à l'initiative, la révision de la loi sur l'aménagement du territoire offre non seulement des mesures de limitation à la construction de résidences secondaires mais oblige aussi les cantons à prendre des mesures pour améliorer le taux d'occupation des résidences secondaires existantes. Quelques communes ont toutefois aujourd'hui déjà fixé un contingent pour les résidences secondaires. D'autres créent des zones à bâtir pour résidences principales ou misent sur les zones hôtelières. Des impôts sur les résidences secondaires sont également perçus afin d'augmenter l'occupation de celles-ci. Le problème des résidences secondaires est connu à tous les niveaux. Avec la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, on a clairement confié aux cantons et communes concernés la charge de prendre des mesures.

Pour ces raisons, je voterai clairement NON le 11 mars 2012 à l'initiative populaire « Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires ! »

Votations fédérales du 11 mars 2012:

UDC: NON à l'initiative populaire: «Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires ! »



Votations fédérales du 11 mars 2012

Les positions de l'UDC

Des vacances supplémentaires provoqueraient des problèmes d'organisation et plus de stress
Mes 5 employés ont déjà plus de 4 semaines de vacances



Dominique Degaudenzi
Imprimerie Nouvelle,
Morges

Initiative sur les vacances
NON
VOTATION DU 11 MARS 2012

www.initiative-vacances-non.ch

Consultez également: Non à l'initiative «des semaines de vacances pour tous»
Requ. F. Muck, CP 1215, 1001 Lausanne

Imposer six semaines de vacances affaiblirait le partenariat social
Il faut laisser une marge de manœuvre à la négociation



François Gruchon
Magasins François Sports,
Bremblens et Morges

Initiative sur les vacances
NON
VOTATION DU 11 MARS 2012

www.initiative-vacances-non.ch

Consultez également: Non à l'initiative «des semaines de vacances pour tous»
Requ. F. Muck, CP 1215, 1001 Lausanne

Six semaines pour tous impliqueraient des sacrifices au niveau des salaires
Mes 43 employés ont 4 semaines de vacances, 5 à partir de 50 ans



Patrice Galland,
Régie immobilière
Galland à Lausanne

Initiative sur les vacances
NON
VOTATION DU 11 MARS 2012

www.initiative-vacances-non.ch

Consultez également: Non à l'initiative «des semaines de vacances pour tous»
Requ. F. Muck, CP 1215, 1001 Lausanne

«Pour la classe moyenne et l'économie»

 <p>Hans Grunder Président du PBD Suisse</p> <p>«L'épargne-logement renforce les PME»</p>	 <p>Christophe Darbellay Président du PDC Suisse</p> <p>«L'épargne-logement donne un coup de pouce aux classes moyennes»</p>	 <p>Fulvia Pelli Président du PLR Suisse</p> <p>«L'épargne-logement consolide l'emploi en Suisse»</p>	 <p>Toni Brunner Président de l'UDC Suisse</p> <p>«Pour que le rêve de vivre chez soi devienne possible»</p>
---	---	--	--

OUI
à l'épargne-logement

Consultez «OUI à l'épargne-logement», voir page 433, 4410 Genève

Acceptez-vous la loi fédérale du 18 mars 2011 sur la réglementation du prix du livre (LPL)?

NON

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 29 septembre 2011 concernant la réglementation des jeux d'argent en faveur de l'utilité publique? (Contre-projet à l'initiative «Pour des jeux d'argent au service du bien commun», qui a été retirée)

OUI

Acceptez-vous l'initiative populaire «Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires»?

NON